

UNE TRENTAINE D'ARRESTATIONS, DES AGRESSIONS ET DES INJURES

# Le rassemblement contre le gaz de schiste empêché à Alger

**L'initiative citoyenne pour un rassemblement contre l'exploitation du gaz de schiste hier, à la Grande-Poste, à Alger, a été empêchée par la police. Une trentaine de militants pour la protection de l'environnement ont été arrêtés, alors que des journalistes et autres photographes ont été agressés et insultés par les représentants de l'ordre public. «Tu es une impure», lance un brigadier à une journaliste parce qu'elle ne portait pas le voile.**

Mehdi Mehenni – Alger (Le Soir) – L'action de solidarité algéroise envers la population d'In Salah, qui manifeste depuis plus de deux semaines contre l'exploitation du gaz non-conventionnel au Sud, a été réprimée avant même qu'elle ait lieu. La police a, en effet, procédé à des arrestations individuelles sinon par petits groupes pour empêcher le rassemblement prévu hier, à

13h, à la Grande-Poste d'Alger. Même si les principaux organisateurs étaient identifiés d'avance par les agents des renseignements généraux, d'autres personnes qui étaient de passage, soupçonnées de porter des banderoles dans leurs sacs à dos, n'ont pas échappé aux filets des policiers très nombreux sur les lieux. Une forte présence d'agents en civil qui, parfois, s'en pre-

naient à des journalistes venus couvrir l'évènement, sinon à des curieux qui ralentissent le pas pour s'enquérir des faits. Une journaliste a eu même droit à des propos injurieux de la part d'un policier en tenue qui lui reprochait de ne pas porter le voile, et être ainsi indigne de représenter la femme algérienne. «Tu es une impure», lui a-t-il lancé tout en l'invitant à le retrouver au commissariat de la rue Cavaignac si jamais «tu chercherais encore à comprendre». Un policier en civil qui a protesté contre le comportement de son collègue a eu droit au même traitement. L'incident allait passer inaperçu n'était-ce l'intervention du chef de la division centre de la police judiciaire d'Alger, présent sur les lieux, qui a demandé à des agents gradés d'ac-

compagner la journaliste au commissariat Cavaignac pour identifier le brigadier en question et prendre les mesures de sanctions qui s'imposent. Contactée un peu plus tard, la journaliste en question a affirmé que le brigadier agresseur n'a pas été retrouvé, puisqu'il était déjà rentré chez lui. «Son supérieur est venu me voir et on m'a demandé de revenir demain (aujourd'hui ndlr)», indique-t-elle. Un photographe a été aussi agressé par un représentant de l'ordre public qui a failli lui casser son appareil photo, et ce, avant de le traiter de «saleté». Les principaux organisateurs, à l'exemple de Mehdi Bsikri, Nassima Guettal, Hamdi et Kader Affak, militants des droits de l'Homme ainsi que de la protection de l'environnement, ont été embarqués

les premiers, pour casser l'initiative. D'autres militants protestataires arrivaient par petits groupes jusqu'à 15h passées brandissant des pancartes hostiles à l'exploitation du gaz de schiste dans le Sud. Ils ont eu droit au même traitement, des arrestations parfois très musclées. Un premier fourgon de police, plein de manifestants embarqués, a quitté les lieux vers 14h direction le commissariat de police de la rue Cavaignac. Un second fourgon de police, encore plein de militants arrêtés, les a conduits à 15h vers un autre commissariat de police. 17h passées, les organisateurs du rassemblement empêché n'avaient pas encore donné signe de vie. Contactés, pour la plupart leurs téléphones restaient éteints.

M. M.

## ÉRADICATION DES MARCHÉS INFORMELS

# L'UGCAA conteste les chiffres du ministère du Commerce

**L'Union générale des commerçants et artisans algériens (aile Hadj-Tahar Boulénouar) conteste les chiffres avancés par le ministère du Commerce relatifs au taux d'éradication des marchés parallèles.**

Salah Benreguia – Alger (Le Soir) - Pour l'UGCAA, près de 2.000 points de vente informels sont actuellement enregistrés sur tout le territoire national. S'exprimant hier lors d'un point de presse, M. Boulénouar soutient que la lutte contre le marché informel a enregistré des résultats positifs durant le lancement d'une campagne de sensibilisation par le ministère de l'Intérieur et celui du Commerce, entre fin 2012 jusqu'au début 2014, avant que

ce phénomène ne revienne en force ces derniers mois. «Plusieurs points de vente parallèle ont été éradiqués durant cette période, toutefois le phénomène revient ces derniers mois. On constate malheureusement qu'il est loin d'être éradiqué», a-t-il indiqué. Et de contester plus loin les chiffres avancés par le ministère du Commerce. «On doit en finir avec les chiffres administratifs avancés par le ministère du Commerce qui parle des marchés informels concernant uniquement les légumes et fruits. Alors que l'informel touche plusieurs secteurs d'activité à l'instar des marchés de change, de pièces détachées, habillements etc.», explique-t-il. Evoquant les causes de l'ampleur prise par ce phénomène qui porte, il est vrai, atteinte à l'économie nationale, la même source souligne que les collectivités

locales ont une part de responsabilité dans la propagation des points de vente informels. «Il faut exercer une pression sur les autorités locales afin de jouer pleinement leur rôle car 50% des problèmes découlent des APC». Le représentant de l'UGCAA plaide, dans ce sens, pour la réhabilitation et l'ouverture des espaces commerciaux non exploités comme les anciennes galeries et les Souks El Fellah. Dans le même sillage, ce dernier suggère l'ouverture des marchés achevés, pour certains depuis des années, mais non encore ouverts au négoce. Le marché de gros de Kharrouba, dans la wilaya de Boumerdès, ou celui d'El Harrach à Alger, non encore opérationnels, sont deux exemples de la passivité des pouvoirs publics, selon la même source. L'autre sujet évoqué par M. Boulénouar est l'activité des soldes en Algérie. L'orateur qui indique que cette pratique réglementée depuis juin 2006, par le décret 06-215 fixant les conditions et les modalités de réalisation des ventes en soldes, n'est pas encore ancrée, comme une culture, chez les commerçants. D'ailleurs, soutient-il, même si elle est au stade embryonnaire, cette activité est exercée d'une manière anarchique. «Les commerçants ne connaissent toujours pas les règles à respecter durant la période des soldes. Chacun pratique les prix qui lui conviennent» se désole-t-il, avant d'appeler à plus de professionnalisme et de respect de règle gagnant-gagnant entre le commerçant et le consommateur.

S. B.

## ANNONCÉ POUR DEMAIN PAR SALAH SOULEH

# «Pas de tenue de congrès de l'UGCAA», selon Boulénouar

M. Hadj-Tahar Boulénouar a indiqué que le ministère de l'Intérieur n'a pas délivré l'autorisation de la tenue du congrès national de l'UGCAA, prévue pour demain lundi à l'hôtel El Aurassi, par l'aile Souleh. Pour le conférencier, en l'absence des statuts conformes à l'exercice syndical, il est impossible d'organiser un congrès compte tenu «de la condamnation par la justice de Salah Souleh, président de l'UGCAA». Et d'appeler, «son frère ennemi» à la réconciliation, et ce, via l'organisation d'une conférence nationale à la fin du mois de janvier en cours. L'objectif est d'organiser un congrès «fédérateur» des deux ailes qui serait tenu, selon M. Boulénouar, vers le mois de mai prochain.

S. B.

## ASSOCIATIONS ET ENTREPRISES

# Des leaders émergent en Algérie

**Des leaders émergent dans les entreprises, les associations et clubs en Algérie. «Il commence à y avoir des leaders», relevait hier le consultant Jean-Bernard Vialin, lors de la 2<sup>e</sup> Conférence internationale sur le leadership, organisée à l'hôtel Hilton sous l'égide du Rotary Club Alger-Est, un des clubs-services algérois de Rotary Algérie.**

Lors d'une présentation, ce consultant avait expliqué qu'il ne suffit pas d'«un intitulé», de détenir une position dirigeante ou d'exercer une quelconque autorité pour être un leader, le chef d'une association, d'un club ou d'une entreprise. Ainsi, le leader est celui qui répond aux attentes de ses suivants, qui possède une vision claire et agit en fonction de la réalité et ses exigences et non en fonction de ses desiderata comme il agit en fonction du degré d'engagement et des compétences des autres membres. Outre son aptitude à se remettre en cause, un chef est celui qui donne des directives et apporte son soutien en fonction de l'engagement et du savoir de chacun et qui délègue ses responsabilités ou la conduite d'actions et missions aux collaborateurs qui en

ont les aptitudes et sait comment les valoriser, reconnaître leur expertise comme il œuvre à la bonne formation de chacun. Un leader, c'est aussi celui qui œuvre à la synergie entre les membres de l'association ou de l'entreprise, encourage la communication et la communicabilité entre les membres, motive leur participation et les met à l'aise. Au-delà de ses compétences, de son degré de charisme et autres considérants, le leader est celui qui sait comment être «aimable» et qui met «l'humain» au cœur de l'acte, relève ce consultant. Des leaders en ce sens existent en Algérie, affirme Jean-Bernard Vialin, tout en constatant, souvent, «la reproduction d'un schéma paternaliste» dans les entreprises, des pratiques de cloisonnement et autres insuffisances et

manques de communication. Vulgariser la notion, les différents styles du leadership et expliciter la conduite de projets, l'art de prendre la parole en public, il en a été justement question lors de cette 2<sup>e</sup> conférence du Rotary Club Alger-Est. En ce sens, le président de Rotary Club Alger – Est, Chafik Bourkaïb, relèvera les actions menées par cette association qui compte une cinquantaine d'adhérents, des opérateurs économiques, des membres de la société civile et de professions libérales, en faveur du développement de l'entrepreneuriat, l'insertion des universitaires et l'appui aux jeunes créateurs d'entreprises, la formation et le développement des jeunes leaders. «Nous essayons d'apporter notre aide à la création d'entreprises», Chafik Bourkaïb, tout en évoquant l'implication de ce club dans la lutte contre les thalassémies, les maladies de sang héréditaires, par le biais d'aides concrètes en termes de collecte de sang, mise à disposition d'équipements...

Une implication économique mais aussi sociale et culturelle que les autres Rotary Clubs de la capitale développent également, souvent différemment. Notons qu'outre Alger-Est, la capitale compte les Rotary Clubs Alger-Doyen, Alger-La Baie, Alger-La Blanche, Alger-Renaissance et récemment Alger-Les Jasmins et les Fennecs. De fait, l'Algérie compte une douzaine de Rotary Clubs avec plus de 200 membres, des clubs dédiés à l'action solidaire et sociale et qui agissent souvent de concert avec les collectivités locales ou lors de catastrophes naturelles, indiquera le conseiller spécial IRL (Institut rotalien du leadership), Abderrahmane Ali-Khodja. Régis dans le cadre de la loi sur les associations en association nationale, les Rotary Clubs d'Algérie font partie du District 9 010 ou le District Maghreb (Algérie – Maroc – Mauritanie – Tunisie) de Rotary International, présent dans 197 pays et comptant quelque 1,2 million de membres.

Cherif Bennaceur

## IMPORTATION DE SUCRE BLANC

# Pas de restriction, selon le ministère du Commerce

**L'importation du sucre, à l'instar des autres produits alimentaires, est assujettie à une autorisation d'admission en application des dispositions du décret exécutif de 2005 fixant les conditions et les modalités de contrôle aux frontières de la conformité des produits importés. A ce propos, et contrairement à ce qui a été rapporté çà et là, «aucune instruction n'a été donnée aux directions du commerce de wilaya en vue de surseoir aux dispositions dudit décret», selon le ministère du Commerce.**

Salah Benreguia – Alger (Le Soir) L'opération des importations du sucre en Algérie continue de s'effectuer le plus normalement du monde. C'est en tout cas, ce qu'affirme le ministère du Commerce. Ce dernier, dans une note explicative parvenue à notre rédaction, soutient, exemples à l'appui, qu'aucune décision de suspension de ce type de matière alimentaire n'a été prise. «Le ministère du Commerce confirme qu'aucune instruction n'a été donnée aux Directions du commerce de wilaya en vue de surseoir aux dispositions dudit décret. Toutes les cargaisons dont les dossiers ont été déposés auprès des inspections aux frontières en vue de leur admission se sont vu délivrer les autorisations en question», tient à affirmer le département d'Amara Benyounés. Pour ce département ministériel, et contrairement à ce qui a été rapporté çà et là, les directions régionales du commerce n'ont jamais été destinataires d'une note ayant pour objectif la suspension d'une manière ou d'une autre de ce type de matière alimentaire. A ce propos, actuellement plusieurs opérateurs et importateurs concernés par ce type d'activité ont procédé «au dépôt de la déclaration d'importation de leur produit (DIP) au niveau de l'inspection aux frontières». Mieux, tient à préciser la même source, certains opérateurs ont même validé leur déclaration en douane (D10) en date du 4 janvier 2015. Exemple, la filiale sucre du groupe Cevital «a procédé au dépôt de la déclaration d'importation de son produit (DIP) au niveau de l'inspection aux frontières du port d'Oran pour une quantité globale de 64 733,356 tonnes, dont 34 108 tonnes ont bénéficié du contingent».

«Ces quantités déclarées ont fait l'objet d'autorisations d'admission délivrées le 31 décembre 2014» précise le ministère du Commerce. Idem pour la Sarl Ouest Import. Selon notre source, cet opérateur «a procédé au dépôt de la déclaration d'importation de son produit (DIP) au niveau de l'inspection aux frontières du port d'Oran pour une quantité globale de 39 400 tonnes, dont 35 950 tonnes ont bénéficié du contingent». «Ces quantités déclarées ont fait l'objet d'autorisations d'admission délivrées le 31 décembre 2014», souligne notre source. Il est utile de rappeler, par ailleurs, que les importations du sucre ont connu une tendance baissière en termes de coût mais une hausse en quantités importées entre janvier et fin novembre 2014, selon les statistiques du Cnis. En effet, la valeur des importations de sucres de betterave et de canne s'est établie à 825,15 millions de dollars (contre 858,82 millions de dollars sur les 11 premiers mois de 2013), en baisse de 3,92%, détaille le Cnis.

Ce recul de la facture des importations du sucre s'explique essentiellement par la baisse des cours mondiaux de cette matière première alimentaire durant l'année 2014 qui avait enregistré une offre excédentaire sur le marché mondial. La transformation du sucre raffiné, dont la matière première est totalement importée, a connu un boom depuis 2010 avec le renforcement des capacités de transformation et de production notamment du groupe Cevital.

S. B.